

donc un caractère d'urgence. Le ministre sait-il que le procureur général de l'Ontario a signalé que toute révision du procès et de la condamnation de Steven Truscott relève, à son avis, de la compétence du gouvernement fédéral, et le ministre s'engagerait-il à hâter l'étude qu'il fera des faits révélés au cours du procès de Steven Truscott qui ont grandement troublé plusieurs députés à la Chambre?

L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, j'ai appris les observations du procureur général par la radio seulement. Toutefois, je puis l'assurer au député de Greenwood, la question est actuellement étudiée avec diligence et j'espère faire une déclaration bientôt.

LA PEINE CAPITALE

LA DATE DU DÉBAT

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je reviens à un sujet que j'ai soulevé dans le passé. Bien des gens attendent leur exécution en divers endroits au Canada et, bien entendu, l'abolition de la peine capitale est une question très importante non seulement pour eux mais pour tous les Canadiens. Le premier ministre peut-il nous dire maintenant quand on compte débattre cette question, car j'estime qu'on devrait tarder le moins possible à le faire?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je suis entièrement d'accord pour dire qu'on ne devrait pas tarder à le faire. J'espère que nous pourrions passer à l'étude de cette question d'importance vitale dès que nous aurons terminé le travail en cours, sinon, d'ici un jour ou deux. Il se peut qu'une ou deux mesures d'importance moindre aient à être réglées rapidement vu certains délais très courts, mais nous comptons sûrement passer à la question mentionnée par mon honorable ami aussitôt après, et bien entendu, une fois réglée la question des crédits.

[Français]

LES TRAVAUX D'HIVER

RIVIÈRE-AU-TONNERRE—QUESTION RELATIVE AUX PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gustave Blouin (Saguenay): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question à l'honorable ministre du Travail?

[M. Brewin.]

Je voudrais lui demander s'il a reçu un télégramme du représentant des Métallurgistes Unis d'Amérique, local 6797, Sept-Îles, lui demandant d'intervenir auprès des fonctionnaires de la Commission d'assurance-chômage afin que les travailleurs qui ont été affectés aux chantiers des travaux d'hiver de la municipalité de Rivière-au-Tonnerre puissent bénéficier de leurs prestations d'assurance-chômage sans délai?

M. l'Orateur: A l'ordre! Je ne crois pas que l'honorable député puisse poser une question semblable dans les circonstances.

M. Blouin: Monsieur l'Orateur, c'est très important et très urgent.

M. l'Orateur: Si l'honorable député ne reconnaît pas le bien-fondé de la décision de la présidence, il peut toujours reporter la discussion de ce sujet pour débat ultérieur, à l'ajournement de la Chambre.

M. Blouin: A 10 heures ce soir!

PRÉTENDUE PROLONGATION DE LA PÉRIODE

M. Raymond Langlois (Mégantic): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question à l'honorable ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, en sa qualité de futur ministre responsable de la main-d'œuvre?

A la suite de télégrammes envoyés à l'honorable ministre par différentes municipalités à travers le pays, concernant les travaux d'hiver, cette année, et du fait que la température a entraîné un retard considérable dans l'exécution de ces travaux, l'honorable ministre a-t-il l'intention d'annoncer bientôt à la Chambre sa décision concernant l'«extension» de la période des travaux d'hiver?

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je ne me souviens pas d'avoir déclaré que nous allions prolonger la période relativement aux travaux d'hiver. Nous avons reçu quelques télégrammes, mais il n'est pas question que cette période soit prolongée cette année.

[Traduction]

LE PACIFIQUE-CANADIEN

LA RÉDUCTION DU SERVICE-VOYAGEURS—CONSULTATION AVEC DES MAIRES DE L'OUEST

A l'appel de l'ordre du jour

M. J. E. Pascoe (Moose-Jaw-Lake-Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Il y a quelque temps à la Chambre, le premier ministre avait consenti à la tenue d'une réunion du cabinet et de certains représentants de Calgary à Winnipeg au sujet du service-voya-